

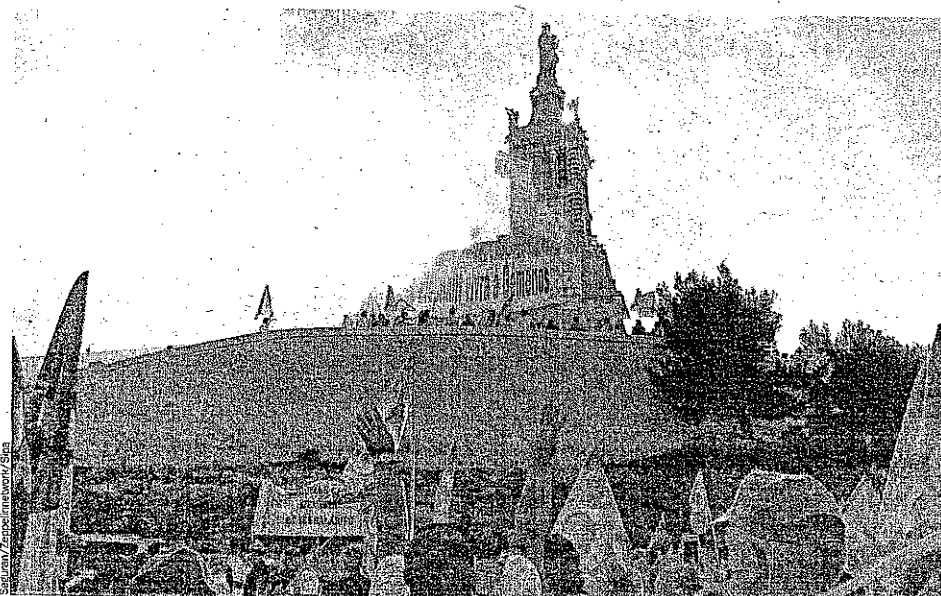
« Délocaliser, c'est-à-dire nous voler notre marque Éléphant, c'est voler le travail de nos enfants. » CYNTHIA SANCHEZ, SECÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'UNION LOCALE CGT D'AUBAGNE.

Fralib, un combat qui parle aux salariés de l'industrie

Affluant de toute la France, des délégations de syndicats CGT de l'agroalimentaire ont pris hier la défense de l'Éléphant, la marque française d'infusions que les salariés licenciés de Fralib veulent préserver.

Gémenos, (Bouches-du-Rhône), envoyé spécial.

Hier, à l'heure du café-croissant qui l'attend sur le vaste parking de l'usine Fralib (groupe Unilever), Christian Lavagna, délégué syndical d'Imperial Tobacco (Seita) débarque du bus avec ses camarades auvergnats des Eaux de Volvic et des Pains Jacques, et franchit les grilles recouvertes de slogans vengeurs de ce site industriel occupé depuis le 2 septembre, après le licenciement de ses 182 salariés. Le syndicaliste lâche un sifflement admiratif pour saluer le « courage et l'intelligence » dont font preuve dans leur lutte les ouvriers de Fralib de puis plus d'un an. Il salue aussi l'accueil réservé aux centaines de militants, représentant environ trois cents syndicats CGT de l'agroalimentaire, qui, sous un soleil de plomb, sont venus participer à une journée de fraternité ouvrière.



Hier, à Marseille. Les salariés de Fralib manifestaient à Notre-Dame-de-la-Garde contre la fermeture de leur usine Lipton à Gémenos.

10h30. Avec Gino et Jean-Marc, employés d'un groupe viticole de Narbonne, David Aylies, secrétaire général de l'UD CGT du Gers et des salariés de Danone et de Nataïs Popcorn, visitent les chaînes de fabrication des boîtes de thé Lipton et d'infusions Éléphant. « Cette usine qu'on veut casser est prête à redémarrer tout de suite », constate-t-il, soulignant que le combat des « Fralibiens » est bien celui « de tous les salariés de l'industrie ». On se fait photographier devant le

grand éléphant en carton-pâte offert par la ville d'Aubagne.

11h10. Dans le grand hangar de stockage des matières premières qui somme creux, la pièce *Marx et Jenny* donnée par la comédienne Audrey Vernon est soudain interrompue par l'arrivée bruyante des délégations du nord de la France, venues en TGV depuis Paris. Superbe dans sa robe écarlate, l'artiste ne se démonte pas et entonne l'*Internationale*, reprise en chœur par la petite foule de spectateurs. Puis reprend son texte: « C'est le capital qui sue

la boue et le sang par tous les pores. »

12 heures. Les délégués CGT de Moët & Chandon, de Bollinger offrent le champagne aux journalistes. « Nous sommes ici dans un esprit patriote, pour aider à lutter

contre les délocalisations », dit l'un d'eux. À la cuisine, on est inquiet: « On a fait de la paella pour quatre cents, y en aura peut-être pas pour tout le monde... »

13 heures. Meeting. Gérard Cazoria, secrétaire

CGT du CE de Fralib, remercie les délégations de Strasbourg, Dijon, Lyon, oublie celle du Nord Pas-de-Calais qui proteste par un « Tous ensemble! » du meilleur effet. Jean-Luc Bindel, le secrétaire général de la fédération CGT de l'agroalimentaire, lance: « Nous

300
C'est, en millions d'euros, ce que les salariés de Fralib réclament à Unilever, ce qui correspond à cinq années d'impôts qui ont échappé au fisc.

sommes tous des Fralibiens! », et appuie le projet alternatif à la fermeture fondé sur la cession de la marque Éléphant et du parc de machines pour l'euro symbolique. « Qu'Unilever s'en aille, mais qu'il paye d'abord! » lance-t-il, reprenant un mot d'ordre des salariés de Fralib.

14 heures. Les syndicalistes remontent dans les bus pour aller manifester à Marseille avec en tête la conclusion du discours d'Olivier Leberquier, délégué CGT de Fralib: « Lan dernier, nous disions que l'Éléphant doit rester en Provence. L'an prochain, nous fêterons les 120 ans de la marque et nous dirons: "L'Éléphant est français, en Provence, il est resté!" » Tenu secret jusqu'au dernier moment, le point d'arrivée du cortège s'arrête à Notre-Dame-de-la-Garde. Si la « Bonne Mère » est avec eux, alors tout est possible!

PHILIPPE JÉRÔME

Un conflit qui intéresse la gauche

Les partis de gauche soutiennent le projet de continuer à produire les thés Éléphant.

Envoyé spécial.

Jean-Luc Mélenchon pour le Front de gauche, Eva Joly pour Europe Écologie-Les Verts, Philippe Poutou pour le NPA... Tous les candidats déclarés de gauche à l'élection présidentielle ont rendu visite et apporté leur soutien aux salariés de Fralib en lutte, sans oublier François Hollande, candidat aux primaires du PS, qui, se rendant sur place puis recevant une délégation CGT-CGC à l'Assemblée nationale, s'est engagé à demander la tenue d'une table ronde.

Dans le même temps, la constitution d'un comité de soutien et de lutte a donné une dimension nationale à ce conflit qui oppose, comme l'expriment les salariés, le pot de terre de Provençaux qui ne veulent que

vivre et travailler dignement dans leur pays au pot de fer d'une multinationale championne du profit à outrance (4,6 milliards d'euros en 2010). La gauche qui, tous partis et groupements rassemblés, a manifesté

« Construire un rassemblement populaire assez puissant pour faire reculer la multinationale. »

dans les rues de Marseille vendredi dernier contre la casse de l'emploi industriel dans les Bouches-du-Rhône. « Votre lutte est la nôtre! » s'est exclamé le secrétaire départemental du PCF Pierre Dharréville. Pour le député Michel Vaxès, qui fut le premier à avertir l'Assemblée nationale sur le cas

Fralib, relayer le gant d'Unilever passe par « expliquer partout l'exemplarité de cette lutte et la crédibilité du projet alternatif, construire un rassemblement populaire assez puissant pour faire reculer la multinationale ». Présent hier sur le site de Gémenos, Didier Le Reste, porte-parole du front de luttes du Front de gauche, soulignait quant à lui la nécessité « d'une articulation, d'une interaction, entre le mouvement social et les forces politiques de gauche de façon à peser sur les décisions des multinationales ». Une idée qui trouve un écho favorable chez les « Fralibiens » parmi lesquels le délégué CGT Gérard Cazoria « d'accord pour construire avec les politiques » tout en restant « vigilant » à leur égard.

P. J.

UN LARGE COMITÉ DE SOUTIEN

Coprésidé par Jocelyne Hacquemand, secrétaire générale adjointe de la FnaF-CGT, par Olivier Leberquier, délégué CGT Fralib et André Chassaing, député communiste, le comité national de soutien, lancé publiquement lors de la dernière Fête de l'Humanité, compte aujourd'hui 600 adhérents parmi lesquels Ségolène Royal et les députés Communistes André Gérin et Michel Vaxès. Ce comité est intervenu auprès du ministre de l'Industrie, en appui de François Hollande et Michel Vauzelle (en tant que président de la région Paca), pour exiger la tenue d'une table ronde Unilever-salariés-collectivités locales-pouvoirs publics. Sans, pour l'heure, obtenir de réponse.